

Initiatives ministérielles

[Français]

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, premièrement, je veux dire à la chef du Parti néo-démocrate que ça lui prend une dose de courage, même si nous ne partageons pas du tout la même vision sur l'avenir du pays, mais le respect des valeurs démocratiques qu'elle prêche est celui qui a été partagé par le Québec et par d'autres parlements dans le monde, par exemple la Grande-Bretagne. Je sais qu'il y a un prix politique à payer pour faire ce qu'elle fait, mais je pense qu'à long terme, on se rendra compte qu'elle a eu raison parce que ce référendum, monsieur le Président, ne réglera absolument rien à cause des règles antidémocratiques et illégitimes qui sont au sein de ce projet de loi.

Monsieur le Président, rappelez-vous de cette journée comme une des tristes journées dans la vie de ce Parlement et particulièrement, dans l'histoire de ce gouvernement. Ce gouvernement qui avait été élu pour ramener le Québec dans l'honneur et l'enthousiasme, est à se donner, maintenant, un instrument, un char d'assaut pour brimer les aspirations des Québécois et des Québécoises.

Si vous n'en étiez pas convaincu, monsieur le Président, vous n'aviez qu'à écouter le discours du chef de l'opposition, M. Chrétien, qui a donné le baiser de la mort à ce gouvernement, en appuyant justement ce projet de loi qui va permettre, espère-t-il, pouvoir passer la varlope sur le dos des Québécois et des Québécoises.

Monsieur le Président, cet exercice antidémocratique devrait être la honte de ce Parlement. Ceux et celles qui pensent qu'à court terme, ils pourront réaliser des gains politiques, à long terme, ils viennent de semer les germes de la destruction du pays! C'est justement pourquoi je veux leur dire que jamais les Québécois et les Québécoises ne se sentiront liés par ce référendum et la provocation que vous exercez ne fait que rendre service au Bloc québécois et on vous en sait gré.

Mais une chose est certaine, monsieur le Président, c'est que le gouvernement manque d'intégrité envers les citoyens. Cet écran de fumée n'est qu'un écran pour masquer l'échec lamentable. Le gouvernement, qui avait pris des engagements sincères, le croyais-je, envers le Québec, maintenant, est en train de fouler au pied chaque lettre de ces engagements.

Le président suppléant (M. DeBlois): Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais je dois lui rappeler l'esprit de la période de questions et commentaires qui est, soit de formuler des commentaires ou de poser des questions à partir des propos du précédent intervenant.

Je reconnais à nouveau l'honorable député de Shefford.

M. Lapierre: Vous avez devinez mes pensées, monsieur le Président, car j'y arrivais justement.

Je veux donc dire au chef du Nouveau Parti démocratique que les faiblesses qu'elle a retrouvées dans ce projet de loi sont évidentes à l'oeil nu. Personne, à travers le monde, ne pourrait donner aucune crédibilité à l'exercice futile que le chef de l'opposition désire.

Le chef de l'opposition devrait se rappeler que s'il avait rempli ses engagements de 1980, on ne se retrouverait pas dans le merdier dans lequel on se retrouve aujourd'hui! Je pense qu'en étant lui-même assassin de l'Accord du lac Meech, il a une double responsabilité devant le merdier dans lequel on se retrouve aujourd'hui.

Monsieur le Président, je veux dire aux membres du gouvernement qui sont devenus les complices de Jean Chrétien, qu'ils devraient avoir honte! Je vois le ministre du Travail, lui qui s'est fait élire par les nationalistes et par les souverainistes en «flirtant» avec la souveraineté, je lui dis qu'il est un traître envers ses électeurs!

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, le député de Shefford, c'est évident, n'est pas d'accord au sujet de l'avenir de notre pays. C'est évident que le Bloc québécois ne veut pas d'un avenir pour le Canada. Mais le Parti néo-démocrate veut que le pays ait un avenir et c'est pour cette raison que nous voulons qu'il y ait un référendum juste.

[Traduction]

Je dois avouer qu'en écoutant aujourd'hui les discours politiques des trois porte-parole à la Chambre du Parti conservateur, du Parti libéral et du Bloc québécois, je me sens très à l'aise pour dire que, même si, aujourd'hui à la Chambre, la bataille des prochaines élections semble déjà pas mal engagée, je veux me battre pour le Canada. Je pense que c'est précisément ce que nous devrions faire maintenant.

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de poser deux questions à l'honorable chef du Nouveau Parti démocratique. C'est généralement le contraire qui se produit; c'est elle qui pose les questions normalement. C'est vraiment là une occasion très rare.

Tout d'abord, elle a parlé d'une assemblée constituante, et je sais que son parti en préconise la création. Il l'a fait au comité que j'ai eu le privilège de coprésider. Comment peut-elle être en faveur d'une assemblée constituante n'ayant aucun compte à rendre? Ne croit-elle pas que c'est aux députés élus qui ont des comptes à rendre en définitive dans le cadre d'élections générales